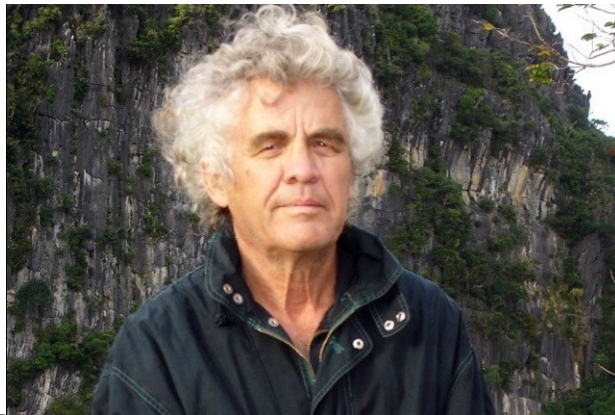


« Les peuples autochtones n'ont jamais été aussi menacés »

Entretien

Propos recueillis par Emmanuel Romer, le 28/09/2019 à 06:26



Patrick Kulesza, agronome,
spécialiste de la défense des peuples autochtones.

Les affaires comme celle opposant des paysans de l’Ethnie Bunong du Cambodge au groupe Bolloré sont-elles courantes ?

Patrick Kulesza : Depuis de nombreuses années, les peuples autochtones, longtemps marginalisés, massacrés, exploités et assimilés par la force, font valoir leurs droits. Ils revendiquent par tous les moyens à leur disposition la reconnaissance de leur identité, de leur langue, de leur culture, de leur mode de vie et de leurs terres et ressources . Le recours à la justice au niveau national ou international en est un. Pour ce faire, ils peuvent s’appuyer sur la Déclaration sur les droits des peuples autochtones adoptée en 2007¹.

Cette déclaration des Nations unies, qui n’est pas contraignante pour les États, est le fruit d’un long travail qui a débuté en 1982 à Genève avec la création de groupes de travail pour développer un droit international pour les peuples autochtones. Ces groupes leur ont offert une tribune inespérée pour qu’ils puissent s’exprimer et se rencontrer. Petit à petit, des leaders autochtones ont émergé, qui connaissent désormais parfaitement les outils législatifs à leur

disposition, et qui savent exploiter les failles dans les réglementations.

Ils s'appuient sur des textes comme la Convention N° 169 de l'OIT.

Ce texte adopté en 1989, en coopération avec les institutions des Nations unies, leur assure le respect des cultures et des modes de vie et leur reconnaît un droit à la terre et aux ressources naturelles, ainsi que le droit de définir leurs propres priorités en matière de développement (le "consentement libre, préalable et éclairé").

Quelles sont les menaces qui pèsent sur les peuples autochtones ?

P. K. : Elles sont nombreuses et les plus importantes sont celles qui touchent à leurs territoires, **garants** de leur identité. Leurs terres peu exploitées, riches en biodiversité, sont très convoitées. Notamment par les industries dites extractives : mines, pétrole... menaces auxquelles il faut ajouter l'agro-industrie pour le soja, l'huile de palme, etc.

Ces menaces sont planétaires.

L'exploitation de l'or, l'orpaillage et ses conséquences touchent les peuples de l'Amazonie, mais également ceux de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Celle du pétrole, les peuples de l'Alaska, de l'Amazonie équatorienne et du Pérou.

Ces peuples doivent également faire face à un durcissement de la situation.

Prenons simplement le cas du président brésilien Jair Bolsonaro. Sa première décision après son élection a été de supprimer les protections sur les territoires autochtones, ce qui veut dire la mise en coupe réglée de la forêt amazonienne. Vivre dans un État démocratique ne garantit pas le respect des droits des peuples autochtones. La France n'est pas non plus exemplaire dans son comportement avec les cultures amérindiennes de Guyane. Le respect de ces peuples et de leurs droits est un objet de lutte constant et jamais garanti. Et ils n'ont jamais été aussi menacés qu'aujourd'hui.

Y a-t-il des raisons d'espérer ?

P.K. : Les peuples autochtones comptent quelques belles victoires durement acquises au terme de combats juridiques se comptant en dizaine d'années. Leurs adversaires ont des moyens considérables, des services juridiques puissants des avocats chevronnés... Mais ce qui est intéressant aujourd'hui, c'est la

reconnaissance de leurs savoirs traditionnels sur la biodiversité, la connaissance des animaux et des plantes, qui intéressent la science. Leur capacité à s'adapter a montré qu'ils avaient des solutions pour le futur. On peut penser qu'en défendant les droits des peuples autochtones, on réussira non seulement à protéger la diversité linguistique et culturelle du monde, mais aussi à reconstruire des territoires qui ont été dévastés.

* Le GITPA (et l'IWGIA à laquelle cette association est rattachée) (<https://iwgia.org/en/>) coopère avec les Peuples Autochtones de tous les continents et soutient leurs luttes avec pour objectif primordial : la mise en application de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Localement, régionalement, internationalement, IWGIA (<https://iwgia.org/en/>) et GITPA travaillent pour mieux faire connaître la cause des peuples autochtones. www.gitpa.org

(1) Par 143 voix pour, 4 contre (États-Unis, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande) et 11 abstentions (Colombie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Géorgie, Burundi, Fédération de Russie, Samoa, Nigeria, Ukraine, Bhoutan et Kenya)

Cambodge (/Monde/Asie-et-Océanie/Le-Cambodge-pays-essor-tenu- dune-main-fer)
